

## Livrées, délivrées

Par Hélène Coutard, à Amsterdam

Depuis son petit bureau à Amsterdam, la docteure Rebecca Gomperts gère un réseau international permettant à des femmes d'avorter discrètement dans les pays qui l'interdisent grâce à des pilules envoyées par colis. Un combat toujours plus d'actualité, à l'heure où les États-Unis et la Pologne imposent de nouvelles restrictions, et où le Parlement européen vient d'élire comme présidente une députée hostile au droit à l'avortement.

Il n'est jamais aisé de se retourner sur une vie et de pointer avec exactitude les moments charnière. De savoir à quel moment une seule décision crée une fourche entre deux destins. Sauf lorsqu'une femme avorte. Siham avait 26 ans quand elle est tombée enceinte. Cette jeune Marocaine travaillait à Malte dans une famille. Mais soudainement, la famille n'a plus eu besoin d'elle et Siham s'est retrouvée à vivre de petits ménages par-ci par-là. C'était juste suffisant pour payer la moitié du loyer du logement qu'elle partageait avec son petit ami, qui n'avait ni emploi ni envie de l'aider. Siham n'avait jamais eu à choisir entre deux destins. Pourtant, tout était clair. Elle ne voulait pas devenir mère, pas maintenant, et pas comme ça. La jeune fille s'adresse alors à une association locale mais s'aperçoit vite qu'elle s'est trompée d'interlocuteur : l'avortement étant interdit à Malte, toutes les associations censées la renseigner ne cherchent en réalité qu'à la dissuader. Dans un commentaire sur Facebook, elle découvre le nom de Women on Web. Elle écrit un mail, comme une bouteille à la mer. Qui lui revient tel un boomerang : l'association va lui faire parvenir des pilules pour avorter chez elle. "À chaque fois que je demandais quelque chose, quelqu'un me répondait. J'avais très peur que ça n'arrive pas à temps, mais finalement le colis est arrivé", témoigne-t-elle aujourd'hui. Un cachet de Mifépristone, et plusieurs de Misoprostol. Quelques pilules pour tout changer. En une nuit, tout est fini. "J'ai eu très mal pendant trois heures. Mais le lendemain, j'étais en vie, soulagée." Deux semaines plus tard, Siham quitte son copain. Quelques mois plus tard, elle quitte Malte. "Aujourd'hui, je voyage, je suis libre, je fais ce que je veux." Jamais elle ne s'est retournée pour contempler l'autre embranchement du destin. Jamais, non plus, Siham n'a rencontré Rebecca Gomperts. Elle ne la reconnaîtrait pas si elles se croisaient dans la rue, ce qui paraît improbable puisque des milliers de kilomètres les séparent. Pourtant, Rebecca Gomperts a changé sa vie. En créant Women on Web en 2006, en mettant en place un système international qui zigzague entre les lois pour s'ériger contre l'interdiction de faire un choix libre, alors qu'une soixantaine de pays dans le monde interdisent encore ou conditionnent strictement l'avortement, elle a permis environ 100 000 avortements anonymes, grâce à des médicaments ingérés derrière des portes closes, et aidé environ 650 000 femmes supplémentaires en leur fournissant des informations ou des contacts. Aujourd'hui,

les emails viennent de partout. Moins de Corée du Sud, du Portugal ou d'Argentine, qui ont tous légalisé l'avortement ces dernières années ; toujours autant du reste de l'Amérique du Sud, du Moyen-Orient, d'Indonésie, des Philippines ; et surtout: ils viennent davantage, en nombre, des États-Unis et de Pologne, qui ont ajouté ces dernières années des conditions de plus en plus restrictives à des lois déjà bancales. Le parlement européen, de son côté, vient d'élire à sa tête Roberta Metsola, une eurodéputée anti-avortement, originaire de Malte, où l'église catholique est si influente que seules les discussions sur le sujet sont avortées. Devant cette hausse des hostilités, Women on Web s'est transformé en un Amazon de l'IVG. Livrant partout et à n'importe quel prix. Faisant alors de Rebecca Gomperts la Jeff Bezos de l'avortement –mais sans les milliards.

## Sur la vague

Avec son petit carré strict et sa voix fluette, on imaginerait plus facilement Rebecca Gomperts en sage médecin de famille. Pourtant, à 55 ans, elle est sans doute l'une des plus féroce défenseuse du droit à l'avortement dans le monde. Dans son sobre bureau à Amsterdam, quelques tables, une bouilloire, des stickers imprimés du message de Women on Web en vingt langues différentes. Ce sourire poli a fait muraille face à une haine pure, pourtant on ne l'a jamais vue s'énerver, ni avoir peur. Lorsqu'elle forme d'autres femmes, elle leur conseille d'être "calmes et polies". "Pour être écoutée, c'est important de traiter les gens avec gentillesse et ouverture d'esprit", explique-t-elle. Et puis, simplement, parce que Rebecca a été élevée comme ça. Sur une île néerlandaise, par des parents calmes guidés par "un sens de la justice sociale". Enfant, à la fin des années 70, Rebecca manifeste contre le nucléaire, l'énergie et l'arme. Puis étudie la médecine, mais s'inscrit aussi en école d'art. Les études finies, elle embarque en tant que médecin à bord du Rainbow Warrior II pour six mois, du côté de l'Amérique du Sud. Elle y soigne de nombreuses femmes qui souffrent des séquelles d'avortements illégaux, pratiqués à l'arrache par des gens qui n'ont pas toujours de connaissances en médecine. Tous les ans, 22 800 femmes dans le monde en meurent, selon les chiffres de l'OMS (2018). Pour la première fois, la jeune femme réalise l'impact direct des lois sur la santé. Sur le pont du Rainbow Warrior, elle a alors l'idée d'un navire qui abriterait des avortements dans les eaux internationales, à l'abri des lois locales. En quelques mois, un premier voyage est organisé: avec son bateau loué d'occasion, équipé d'un conteneur aménagé en clinique, l'organisation "Women on Waves" naviguera des Pays-Bas à l'Irlande, où il restera deux semaines. Comme le bateau est enregistré au Pays-Bas, ce sont les lois néerlandaises qui sont en vigueur. L'Aurora lève l'ancre le 11 juin 2001. À bord: Rebecca Gomperts, qui vient d'atteindre la trentaine, une grande infirmière rousse du nom de Juul Bockling, la gynécologue féministe Gunilla Kleiverda, une autre chirurgienne et des matelots. Dans la cale: des centaines de préservatifs et stérilets, 250 pilules du lendemain et une vingtaine de Misoprostol. On aperçoit les côtes irlandaises après trois jours de voyage. Sur place, 25 bénévoles d'associations irlandaises les attendent et la presse est déjà là. Mais pendant le voyage, le gouvernement néerlandais a finalement décidé que le bateau n'avait pas les licences nécessaires. Toute l'opération s'effondre. Aucun avortement n'est possible. Mais quelque chose d'autre se passe: le téléphone à bord ne cesse de sonner. "Les associations locales nous avaient dit qu'aucune femme n'appellerait ou ne viendrait. En réalité, on a reçu une centaine d'appels par jour et des femmes sont même venues en nous disant 'Donnez-moi ces pilules!' Ça a vraiment montré à quel point le besoin était là." Pendant 15 jours, c'est Juul Bockling qui répond au téléphone. Plus de 20 ans après, l'infirmière se souvient de tout. "La plupart des femmes étaient désespérées, et beaucoup n'en avaient parlé à personne. Elles avaient tous les âges, elles étaient

célibataires, mariées, irlandaises, réfugiées... et certaines avaient été violées.” À l’époque, Juul Bockling note dans son carnet: “J’écoute des histoires à briser le cœur murmurées honteusement. Je leur donne les numéros de cliniques en Angleterre et aux Pays-Bas ainsi que les noms des compagnies aériennes les moins chères. L’idée que les associations irlandaises n’osent même pas donner ces informations me choque.” Les semaines suivantes, beaucoup de femmes continuent d’appeler, juste pour discuter avec Juul, la seule personne à qui elles ont avoué être enceinte. Women on Waves parvient à prescrire des pilules du lendemain et des contraceptifs. Et fait la une de tous les journaux en Irlande. “Tout ce qu’il s’est passé sur le bateau en 2001 a été un catalyseur, ça a provoqué un débat et ça a uni des gens qui, ensuite, ont fait campagne pour le référendum sur l’avortement de 2018 (lors duquel le ‘oui’ l’a emporté par 66% des suffrages exprimés, ndlr), analyse Rebecca. Parfois, les effets sont juste très longs à se concrétiser!” S’il ressemble à un échec, le premier voyage de Women on Waves s’est donc transformé en réussite: l’association prouvera d’ailleurs à son retour au ministère de la Santé néerlandais la légalité totale de son action. Et la porte s’ouvrira pour les prochains voyages.

### **Plus de 8 000 mails par mois**

Viennent ensuite la Pologne, le Portugal, l’Espagne, le Guatemala, le Maroc, Mexico. Du 50/50. En Pologne, elles sont accueillies par des hordes d’hommes qui crient “Bienvenue les Nazis!”, le bateau est condamné, l’association doit payer une taxe mais elles parviennent à délivrer des pilules. Au Guatemala, elles sont “immédiatement chassées”, rigole Rebecca Gomperts. En Espagne, les médicaments sont administrés sans problème dans les eaux internationales, tout comme au Mexique. Au Maroc, rien à faire, la police intervient et des manifestants anti-avortement deviennent violents. Au Portugal, en 2004, l’armée envoie deux navires de guerre pour stopper le bateau en mer. Invitée sur un talk-show, Rebecca réveille l’opinion publique en expliquant en direct comment se procurer et utiliser ces médicaments. Le Portugal légalisera l’avortement trois ans plus tard mais Rebecca sera alors déjà sur un nouveau projet : celui de s’emparer de la télémédecine. L’objectif change: il s’agit désormais d’aider le monde entier et Women on Waves devient Women on Web. La Dr. Gomperts enregistre la société au Canada, puis son activité de médecin en Autriche, où il est permis de prescrire des pilules pour avorter par télémédecine. Elle sélectionne ensuite l’agence indienne de Mohan Kale, jeune quinquagénaire à lunettes à la tête de 40 petites mains qui empaquettent les colis dans la ville de Nagpur en Inde. Le tour de passe-passe est complet: tout est légal. Et les demandes ne se font pas attendre. WOW, comme on appelle souvent la structure, répond à toutes: dans les pays où l’avortement est légal, l’association indique aux femmes vers qui se tourner, et dans les autres, celles qui sont enceintes de dix semaines maximum se voient envoyer une combinaison de Mifépristone et de Misoprostol (le Misoprostol peut suffire, mais le taux de réussite se rapproche des 99% avec la combinaison des deux médicaments). Le colis pouvant mettre jusqu’à deux semaines pour arriver à destination, cela permet de rester dans les limites recommandées par l’OMS de douze semaines de grossesse pour un avortement médical. Le Mifépristone bloque la progestérone et facilite le détachement de l’embryon, alors que le Misoprostol stimule de puissantes contractions. Le résultat est très semblable à une fausse-couche naturelle. Avec des chercheurs, Gomperts publie une étude scientifique examinant l’expérience de 1000 femmes en Irlande: d’après les chiffres, un avortement assisté par WOW est aussi efficace et sûr qu’une IVG chirurgicale. Aux 5% de femmes connaissant des complications, WOW conseille d’aller consulter un médecin en affirmant avoir fait une fausse-couche. Aujourd’hui, WOW reçoit plus de 8 000 mails par mois, dont certains en

provenance des pays les plus stricts envers les femmes: l’Afghanistan, l’Irak, l’Arabie Saoudite... Pour y répondre, une équipe d’environ 40 personnes dont 10 docteurs et 23 bureaux partout dans le monde, composés de bénévoles qui peuvent répondre dans plus de 20 langues. Amalia est responsable de celui basée en Indonésie. Elle s’est engagée après avoir rencontré Rebecca à une conférence. “9 ans auparavant, j’avais essayé d’aider une amie à avorter en Indonésie, mais nous n’avions trouvé aucune solution sûre et elle a dû garder le bébé”, raconte-t-elle. Depuis, Amalia vérifie ses mails plusieurs fois par jour. “On les accompagne lors de tout le processus, elles ont un lien pour suivre le colis en temps réel, on leur envoie plusieurs fois comment il faut prendre les médicaments et on répond à toutes leurs questions, avant, pendant et après”.

## **Des robots contre le pro-life**

Pourquoi l’avortement est-il un sujet si sensible? Qu’y a-t-il de si intolérable à l’idée d’une femme qui décide que ce n’est pas le bon moment pour elle d’avoir un enfant? Gomperts a eu plus de vingt ans pour se poser ces questions. Elle en est revenue avec la réponse suivante: l’avortement touche à trois grands intouchables que sont la religion, le rapport de force entre hommes et femmes et enfin la politique. Ceux qui se sont renommés les “pro-life” –plus vendeur que d’être “anti-choix”– puisent généralement leurs revendications dans ces trois piliers, mais le premier est celui qui inquiète plus la Néerlandaise. “Ce n’est pas la religion en général qui est contre l’avortement, ce sont les groupes de fondamentalistes constitués en mouvements, généralement venus des Etats-Unis, et qui s’unissent contre tout ce qui, d’après eux, va à l’encontre des valeurs familiales, explique-t-elle. Ce sont eux aujourd’hui qui investissent des fortunes dans les lobbys anti-avortement.” Eux qui, à pas feutrés, dans les régions isolées, sur les bancs des lieux de culte, dans les couloirs du parlement européen, ou sur les réseaux sociaux où ils visent particulièrement les jeunes, imposent leurs idées sans faire de bruit, car la peur et la honte qu’ils exploitent sont toujours silencieuses. Ces dernières années ont vu une forte organisation de ces groupes, qui ont développé des tactiques efficaces. Rendre l’avortement simplement moins accessible en est une: aux Etats-Unis, un avortement coûte en moyenne 504 dollars et les cliniques sont sujettes à tant de taxes que beaucoup d’entre elles ont dû fermer. Résultat, il y a aujourd’hui davantage de “Crisis Pregnancy Centers”, des centres qui ressemblent à des cliniques mais dont le but est uniquement de convaincre les femmes de ne pas avorter, que de vraies cliniques dans le pays. “Et ça se développe également en Europe”, prévient Rebecca Gomperts. Mais la pièce maîtresse du plan des pro-life tend à devenir la justice. En nommant trois juges conservateurs à la Cour Suprême, Donald Trump aura sans doute réussi à provoquer l’irréversible révocation de l’arrêt Roe v. Wade de 1973, attendu à l’été 2022. Ce modèle lui aussi s’exporte. “La Pologne a choisi la même stratégie. Une fois que vous avez le système judiciaire, vous pouvez facilement minimiser les droits civiques”, soupire Rebecca Gomperts. En réponse, WOW a décidé de se dédoubler. Stickers collés dans les toilettes des bars ou sur les abribus à Belfast ou Cracovie, hotline 24/24 gérée en coordination avec des associations locales, formation sur le terrain en Afrique et en Asie... Et, aux États-Unis, création en 2018 d’une nouvelle structure d’aide à l’avortement, Aid Access. Le tout premier mail est arrivé vite, de la part d’une adolescente de 14 ans enceinte après un viol. Le second provenait d’une mère de deux enfants vivant dans sa voiture après avoir fui un mari violent. S’en sont suivis 57 000 dans les deux premières années. Après avoir, comme Amazon, fait appel à des drones et des robots livreurs pour assurer les livraisons, et s’être heurté à un durcissement de la législation sur les drones, WOW s’est en outre récemment tournée, pour acheminer ses pilules, vers de petits robots blancs à roulettes, sortes de sosies de la

copine de Wall-E. Avec toujours le même objectif: utiliser la confusion entre les différentes lois et en montrer le ridicule. Comme à l'époque du bateau de Women on Waves, Rebecca s'amuse: "Si mon fils guide un robot depuis Amsterdam qui part du Mexique et arrive au Texas, quelle loi compte?"

## Juste une autre pilule

Women on Web a aussi suivi de près la façon dont le Covid a eu un impact sur l'avortement. Un an après le début de la pandémie, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) révélait dans une étude que 12 millions de femmes avaient connu des perturbations dans leur prise en charge auprès des services de planification familiale, provoquant 1,4 million de grossesses non désirées durant cette période. Contraints de s'ouvrir à la télémédecine pour désengorger les hôpitaux pris d'assaut, des pays comme l'Irlande, l'Angleterre puis la France ont autorisé l'utilisation de médicaments à la maison –jusqu'à neuf semaines pour la France. Chez WOW, on a vu de suite la différence: les emails venant de France et d'Angleterre ont connu un bond au début du confinement, pour redescendre à partir de l'autorisation de la télémédecine. Une étude publiée sur le BMJ Journals montre même que les Françaises ont préféré cette expérience, citant des raisons de discrétion et de confort. La pandémie aura permis de réaliser que dans la plupart des cas, une femme qui choisit un avortement médical n'a pas besoin de voir un médecin en personne. À l'inverse, dans les pays n'ayant pas autorisé la télémédecine, les demandes auprès de WOW ont explosé. Laura\* en a vécu l'expérience. Cette Française de 28 ans travaillait au Maroc lorsque le Covid a frappé le pays, le poussant à interrompre tous les vols. En demandant autour d'elle, tout ce qu'elle obtient est le nom d'un gynécologue, qui demande 4 000 euros. Laura se retrouve bloquée, les semaines passent. Elle découvre WOW à cinq semaines de grossesses. "Ça s'est bien passé, sans trop de douleurs, mais j'ai continué à saigner un peu pendant huit jours." Psychologiquement, les semaines qui suivent sont plus difficiles que ce à quoi elle s'attendait. Un mail de prise de nouvelles de WOW l'encourage à aller lire les témoignages d'autres femmes sur leur site. "J'aurais sûrement aimé voir un médecin en vrai, mais les échanges avec elles m'ont toujours rassurée, on sent qu'il y a un être humain derrière", dit-elle.

Alors que dans certains pays, notamment au Brésil et aux Philippines, les colis de WOW sont encore, parfois, stoppés à la douane, Rebecca Gomperts, elle, pense déjà à la suite. Un monde dans lequel le Misoprostol ne serait qu'une pilule de plus. "On encourage les femmes à prendre la pilule contraceptive, avec tous ses effets secondaires, on leur dit aussi de prendre la pilule du lendemain en cas d'accident. En quoi est-ce différent de prendre une autre pilule au moment où l'on s'aperçoit que l'on n'a plus ses règles? Pour moi, ce n'est même pas un avortement, c'est juste un médicament pour retrouver ses règles." Pour en arriver là, la docteure Gomperts cherche désormais à faire financer les recherches nécessaires pour faire valider le Misoprostol à petite dose comme une nouvelle forme de contraception. Elle voit cela aboutir dans les dix ans. En attendant, son téléphone sonne encore. Au bout du fil, une jeune femme à l'accent américain qui a avorté il y a quelques jours. Rebecca prend le temps de répondre, jusqu'au prochain coup de fil. C'est ce qui arrive quand on donne son numéro personnel à toutes les femmes qui veulent choisir.

– Tous propos recueillis par HC

\*prénom modifié

